

L'effet destructeur des inégalités

Des couloirs de la Maison Blanche aux campements de Wall Street, l'inégalité économique revient au premier plan du débat public américain, à l'approche des élections présidentielles de novembre prochain. La combinaison de la hausse des fortunes à l'extrême inégalité de la répartition des revenus conduit à des appels récurrents pour des actions correctrices du déséquilibre en réaction à l'œuvre de ce que Theodore Roosevelt appelait «les malfaiteurs d'une grande richesse (malefactors of great wealth)».

Deux économistes américains, Andrew G. Berg et Jonathan D. Ostry^(*), viennent de relire un essai mémorable sur l'impact des inégalités d'Irving Kristol^(**) : «Quelques réflexions personnelles sur le bien-être économique et la répartition des revenus», initialement préparé pour le National Bureau of Economic Research et qui passait, jusqu'à une date récente, pour la nouvelle Bible des tenants de l'ordre sacré et déréglé du marché.

Imputant aux sociologues la supposition «qu'une société plus égalitaire est (et sera perçue comme) une société plus juste», Irving estime que «l'hypothèse découle de l'idéologie, pas de l'histoire ou de l'expérience contemporaine». «Ma propre explication du vif intérêt que portent les chercheurs en sciences sociales à l'égalité n'est qu'une manifestation de la façon dont les idéologies du XIX^e siècle — et plus particulièrement les idéologies socialistes — ont façonné de manière si décisive la science sociale moderne.» Farouchement hostile à l'idée de justice sociale, Irving Kristol associait l'inégalité économique à un «sujet d'étude sans conséquence» pour cette raison que «la distribution des revenus ne change pas vraiment au fil du temps». Mesurée sur une longue période, la distribution paraît, à première vue, «stable et relativement homogène».

Néanmoins, un regard attentif sur les différents niveaux d'inégalité dans les différents pays, loin des dogmes néoconservateurs, démontre à quel point la distribution de la richesse est lourde de conséquences multiples : fractures sociales et,

surtout, exposition aux crises. Andrew G. Berg et Jonathan D. Ostry prennent donc le contre-pied des thèses d'Irving Kristol désormais tombées en désuétude totale et mettent en évidence la relation entre des niveaux élevés d'inégalités et l'imminence de perturbations et de crises économiques et financières.

«Les pays ayant de fortes inégalités sont beaucoup plus susceptibles de tomber dans la crise financière et beaucoup moins susceptibles de soutenir la croissance économique.» La situation est qualifiée de «dramatique» pour un pays comme les Etats-Unis qui a connu une progression plus significative des inégalités depuis le début des années 1980, après avoir atteint les sommets qu'on lui connaît dans les années 1920.

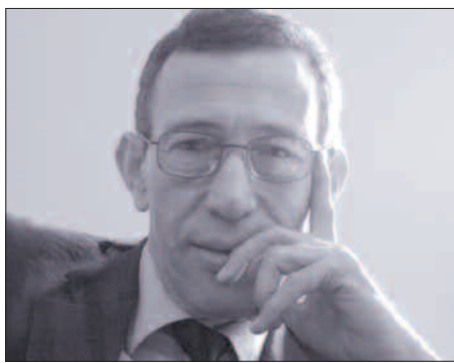
La menace que de telles injustices font peser sur la stabilité du système dans son ensemble ne fait pas l'ombre d'un doute. *Le Financial Times* a récemment publié un article de David Rothkopf, ancien sous-secrétaire adjoint au Commerce international au sein de l'administration démocrate du président Clinton, dans lequel il déplore que «la crise du crédit amplifie la réaction brutale naissante contre les abus des grandes entreprises». S'en prenant à ce qu'il qualifie de «superclasse», l'auteur de l'article déplore par ailleurs une situation où «les élites se font des milliards sur les marchés, que ceux-ci soient à la hausse ou à la baisse, avec le soutien du gouvernement alors que monsieur Tout-le-monde perd sa maison et se retrouve à la rue. Il y a 30 ans, les dirigeants des multinationales gagnaient 35 fois plus qu'un employé moyen, maintenant ils gagnent plus de 350 fois plus. La crise a mis en évidence les iniquités indécentes dans ce domaine — les 1 100 personnes les plus riches du monde ont presque deux fois plus de biens que l'ensemble des 2,5 milliards de personnes les plus pauvres». Rothkopf conclut son article par une mise en garde : l'oligarchie financière doit sauver sa peau en réfrénant ses excès. «En reconnaissant qu'il y a un intérêt général auquel elle doit répondre, la superclasse financière peut échapper au sort des élites du passé», écrit-il. «Pour réussir

à le faire, elle doit éviter de donner ses explications arrogantes, du type «c'est le marché qui décide» pour expliquer les inégalités qu'elle a contribué à favoriser.» Il lui reste alors à les atténuer au risque d'être entraînée dans l'abîme qu'elle aura elle-même creusé.

Les économistes, de droite comme de gauche, sont aujourd'hui plus ou moins acquis à la thèse que, ramenée à l'échelle des systèmes, l'inégalité peut conduire à des crises financières. Les recherches les plus récentes soulignent fortement que la croissance est plus soutenue dans les régions où la distribution des revenus est plus juste : «Si l'Amérique latine, par exemple, pouvait combler la moitié de son fossé des inégalités, comme c'est le cas en Asie de l'Est, ses périodes de croissance dureraient deux fois plus longtemps qu'ils ne le sont actuellement.»

Indépendamment des autres variables, l'inégalité intervient avec force fracas dans la formation et la durée du procès de croissance : «Certes, une égale répartition des revenus n'est, bien sûr, pas la seule chose qui contribue à la santé économique, mais elle mérite de figurer au panthéon des facteurs de croissance bien ordonnée, tels que la qualité des institutions politiques d'un pays ou son ouverture au commerce.»

De là à en faire un programme politique majeur, l'auteur refuse de franchir ce pas, relevant au passage que certaines inégalités font «partie intégrante du fonctionnement efficace d'une économie de marché» et apportent «les incitations nécessaires aux investissements et à la croissance». C'est pourquoi des programmes de redistribution ou de transferts sociaux mal conçus pourraient compromettre gravement les incitations et la croissance et, y compris, «blesser les pauvres». Le dosage entre la réduction des inégalités et la poursuite de tous les autres objectifs économiques et sociaux est au centre d'un management politique pas toujours facile à mettre en place. Les politiques idoines sont celles qui «diminuent les inégalités et assurent la croissance», comme c'est le cas avec subventions bien ciblées, des possibilités économiques amélio-



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

rées en faveur des plus pauvres, des politiques efficaces qui favorisent l'emploi.

En réalisant un tel compromis entre la croissance et l'égalité sur le court terme, on obtient, de l'avis d'Andrew G. Berg et de Jonathan D. Ostry, un «apport significatif d'avantages pour la croissance économique globale à long terme». La croissance pourrait tout simplement s'éclipser dans un contexte d'inégalités élevées ou en hausse.

A. B.

(*) Andrew G. Berg and Jonathan D. Ostry, *How inequality damages economies : Research proves that a more equal world would be more stable*, Foreign Affairs, 6 janvier 2012.

(**) Irving Kristol, *Inequality doesn't matter : Some personal reflections on economic well being and income distribution*, Foreign Affairs, 24 octobre 2011.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Trouvez autre chose, le coup de l'huile et du sucre, ça ne marche plus !

Elections. Medelci confirme. En mai 2012, l'armée n'interrompra pas le...

... second tour des législatives de décembre 1991 !

Les flammèches n'avaient pas encore eu le temps de s'éteindre complètement à Oran qu'un nouveau départ de feu a été signalé à Bouira, mettant en alerte les pompiers du Palais. Hier, lundi, des Algériens sont sortis manifester leur colère de vivre mal. De vivre si peu. De vivre de moins en moins à peu près. Des arrestations ont eu lieu. D'après des P-V d'auditions en notre possession, aucune main de l'étranger ne figure parmi les personnes arrêtées. Dans les mêmes P-V, en lisant et relisant les réponses des citoyens mis en cabane — en chalets, plus exactement — il n'est jamais fait mention des deux meneurs dangereux signalés jusque-là à travers tout le pays et dont les portraits sont accrochés dans tous les commissariats, j'ai nommé et nommé le bidon d'huile et son comparse, le kilo de sucre. Autre fait notable, les manifestants arrêtés à Bouira n'étaient pas connectés en réseau avec leurs collègues d'Oran et ne disposaient pas, pour la plupart, de pages Facebook ni de comptes Tweeter. D'où cet énorme casse-tête : où caser la théorie du complot dans ces émeutes qui secouent le pays de part en part ? Vers qui ou quoi le régime va-t-il pouvoir pointer son doigt accusateur ? J'ouvre ici une petite parenthèse. J'ai toujours été admiratif, fasciné même devant ce pouvoir extraordinaire des gens du Palais. Ils sont dotés de doigts accusateurs toujours prêts à être dirigés sur une cible. Toi qui, en théorie, as deux mains comme eux, tu voudrais bien de temps à autre utiliser l'un de tes doigts en

mission de pointage accusateur, mais rien ! Dès que tu oses lever le petit doigt, on t'enserme aussitôt les poignets, les mains et les doigts qui vont avec dans des menottes. Parenthèse du doigt accusateur fermée. Par contre, reste ouverte l'autre grande parenthèse, celle de nouvelles émeutes dans différentes régions du pays sans que le pouvoir puisse y glisser un soupçon de complot ourdi. C'est intenable ! A Oran, comme à Bouira ni l'ambassadeur de France, ni son collègue des Etats-Unis, encore moins celui du Liechtenstein ne se sont rendus ces derniers jours. Donc, cette piste de la manip' est à écarter. Pas trace non plus d'agents dormants d'Amnesty International ou de Human Rights Watch sillonnant l'autoroute Est-Ouest et y distribuant gratuitement des pneus usagers. Même pas un petit Kabyle qui aurait été arrêté dans un bus avec un cabas bourré de Bibles et sous le nez duquel le régime aurait pu carrer son doigt accusateur. Rien de tout cela. La dèche, Khouya ! Y'a des émeutes. Y'a des manifestants. Ya personne derrière eux. Sinon, d'autres manifestants. Par contre, y'a des flics et des gendarmes devant tout ce beau monde. Entre les deux, des barricades. Et au sommet de la montagne, y'a le régime armé d'une catapulte et qui tente vainement de balancer dans le tas un ou deux complots, trois ou quatre tentatives de déstabilisation émanant de forces obscures jalouses de notre réussite et quelques milliers de logements en guise d'airbags. Dans ce scénario serré, dans ce casting hyperbooké, dans cette boîte de harengs presque hallal, impossible de caser une goutte d'huile ou un grain de sucre. C'est fou ce que les temps changent, tout de même ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

En plus de votre
numéro perso il y a

VER20



COMPOSEZ
*727#

VOTRE 2^{ÈME} NUMÉRO
POUR 100 DA /SEMAINE*

Profitez du service VERSO de Djazzy.

Bénéficiez** d'une location temporaire d'un deuxième numéro sans l'achat d'une nouvelle carte SIM.

* 100DA/semaine, 230DA/mois.

**Offre valable pour les lignes individuelles personnelles.



L'Algérie تعيش

www.facebook.com/djazzy